

Monsieur le Premier Ministre,

Je me permets de solliciter votre intervention dans le cadre d'un contentieux qui m'oppose aux services de la Direction Régionale des Douanes de Bretagne.

En effet, je fais actuellement l'objet de poursuites en raison de ma démarche écologique consistant à utiliser de l'huile végétale en tant que carburant dans mon véhicule.

Je tiens en premier lieu à préciser que mon geste a pour but de minimiser mon impact environnemental en ne rejetant plus dans l'atmosphère de gaz à effet de serre d'origine fossile (cycle ouvert) mais d'origine végétale, en cycle fermé et par conséquent renouvelable. En termes de rejets de gaz à effet de serre et plus particulièrement de dioxyde de carbone (CO₂), l'utilisation de biocarburants, présente un bilan nul, sans impact sur la quantité de CO₂ atmosphérique, puisque le CO₂ émis lors de la combustion de ces biocarburants provient à l'origine de cette même atmosphère, dans laquelle il a été puisé par les plantes oléagineuses au cours de leur croissance. L'énergie consommée au cours du cycle de production des biocarburants n'est pas à négliger : les cycles courts de production ou le recyclage d'huile végétale usagée (ce qui est mon cas) sont les moins énergivores et par conséquent ceux ayant le moins d'impact sur l'environnement.

L'emploi des biocarburants à grande échelle permettrait une réduction significative des rejets de gaz à effet de serre, c'est pourquoi l'Europe en fait la promotion au travers des Directives Européennes 2003/30/CE et 2003/96/CE. La France s'inscrit également pleinement dans cette logique et a pu démontrer sa forte volonté de réduire ses émissions de gaz à effet de serre dues à l'utilisation nécessaire des moyens de transport, en promouvant également le développement des biocarburants.

Dans ce contexte, les poursuites des services de la Direction Régionale des Douanes de Bretagne à mon encontre me laissent dans un grand étonnement. Un procès verbal a été dressé à mon encontre le 8 Septembre 2005 par les agents des Douanes de la BSI de Quimper (cf. annexe n°1). Malgré ma contestation au cours de la rédaction du procès verbal, ainsi qu'à posteriori par courrier adressé en date du 03/11/2005 à M. PHILIPPEAUX, Directeur Régional des Douanes de Bretagne (cf. annexe n°2), contestation fondée sur les Directives Européennes n° 2003/30/CE et 2003/96/CE applicables en France dès le 01/01/2005, mes doléances n'ont pas été prises en compte. Les services de M. PHILIPPEAUX considèrent que j'ai mis en œuvre une manœuvre ayant pour but ou effet d'éluder des taxes et me proposent une transaction financière amiable pour clore cette affaire, consistant en 16 Euros de taxes supposément éludées accompagnés d'une amende de 150 Euros dans leurs réponses du 15/11/2005 (cf. annexe 3) et du 16/01/2006 (cf. annexe n°4). Sans acceptation de ma part de ce règlement amiable avant le 28 Février 2006, une date d'audience sera sollicitée auprès du tribunal compétent de Quimper.

Je ressens un profond sentiment d'injustice et de manque d'écoute alors que je souhaite simplement réduire mon impact environnemental et demander que la législation en vigueur soit appliquée, à l'exemple de nos voisins Européens dont l'engagement est à saluer. Dans ce contexte, un règlement amiable de ce dossier par transaction financière ne peut me satisfaire. Ne me considérant pas en tort, il me semble très injuste de me voir infliger une sanction pécuniaire.

Par ailleurs, un autre automobiliste dans une situation similaire a préalablement également sollicité votre intervention dans son propre contentieux l'opposant aux services de la

Direction Régionale des Douanes d'Orléans, par un e-mail du 18/10/2005 (annexe 5). Il m'a bien volontiers transmis ces documents et m'a autorisé à vous les communiquer en guise de référence. Les services de Monsieur le Premier Ministre ont transmis les doléances de cet automobiliste aux services de Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et cet automobiliste a reçu une réponse plus modérée de la part du Directeur Général des Douanes et Droits Indirects, considérant qu'une amende était disproportionnée dans sa situation, par un courrier du 10/01/2006 (annexe 6).

Cette réponse est un signe fort de la prise de conscience par l'Etat de la situation paradoxale dans laquelle se trouvent les milliers d'utilisateurs d'huile végétale en France. Cependant, cette réponse n'est pas entièrement satisfaisante. En effet, le carburant de substitution pris comme référence pour le calcul du montant des taxes à acquitter est le gazole, carburant d'origine fossile. En tant que biocarburant reconnu en tant que tel par la Directive Européenne 2003/30/CE, l'huile végétale devrait plus logiquement être taxée de façon similaire au biocarburant auquel elle est substituable, c'est-à-dire le biodiesel ou Esters Méthyliques d'Huile Végétale (EMHV) et ainsi bénéficier des exonérations de taxes envisageables d'après la Directive Européenne 2003/96/CE.

Je reste favorable à une taxation de l'huile végétale carburant sur la même base que les EMHV, pleinement conscient du devoir moral de chaque citoyen à s'acquitter de taxes qui bénéficient directement ou non à l'ensemble de la population.

Je fais appel à vous dans le but d'enfin faire appliquer la législation en vigueur au niveau Européen. Par ailleurs, je fais parvenir une copie de ce courrier à Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, ainsi qu'à Monsieur le Directeur Général des Douanes et Droits Indirects.

Confiant dans votre volonté de promouvoir les biocarburants et ainsi minimiser notre impact sur notre planète, je vous adresse mes hommages les plus respectueux.

Bien cordialement, XXXXXX.